

ECRAN TOTAL – Vendredi 3 décembre 2021

Entre plein emploi et coût élevé des études, les RAF se penchent sur l'état du secteur

Le secteur de l'animation, après avoir bien traversé la crise du Covid, réunissait studios et écoles à Angoulême pour ses Rencontres Animation Formation annuelles. L'occasion de dresser un état des lieux de l'écosystème, et d'aborder les défis auxquels il fait face.



Les Rencontres Animation Développement Innovation et les Rencontres Animation Formation ont fait leur retour en présentiel à Angoulême du 24 au 26 novembre, après une édition 2020 en ligne. La manifestation, organisée par le Pôle Image Magelis, a réuni 410 participants – représentants d'écoles, d'entreprises et institutionnels – et une soixantaine d'intervenants dans la salle de l'Espace Franquin pour offrir un panorama complet de l'écosystème, entre évolution technologique rapide, course aux talents, et conséquences de la crise sanitaire.

Les chiffres révélés par Audiens font état d'un secteur dont la croissance de l'emploi a été freinée par la crise sanitaire. Le groupe de protection sociale recense 7.850 salariés au total, avec une hausse légère du nombre de CDI (+2%) et une baisse des CDD d'usage (-4%). Ces derniers représentent le plus gros contingent du secteur : 6.722 salariés, soit 84% du total. Les principales victimes de la crise sont les nouveaux entrants sur le marché du travail. "On constate une baisse des primo-entrants, c'est un effet très sensible de la crise sanitaire", explique Philippe Degardin, responsable pilotage et statistiques data d'Audiens. "Avec moins de monde, on a travaillé davantage." Le nombre de nouveaux entrants a ainsi chuté de 30% par rapport à 2019.

Parmi ces nouveaux entrants, 48% sont des femmes. «On est presque à la parité », fait remarquer Philippe Degardin. C'est la confirmation d'une tendance que l'on observe depuis plusieurs années. «Le nombre de techniciennes a presque doublé depuis 2010.»

L'autre tendance, c'est la régionalisation de l'écosystème. Entre 2010 et 2020, les régions, hors Ile-de-France, ont vu leur part de la masse salariale totale passer de 14 à 21%. «La Charente prend une place de plus en plus importante dans l'écosystème [elle est désormais le deuxième département de France, après Paris, en nombre d'emplois], tout comme l'Occitanie, l'Hérault et la Haute-Garonne.» Ils viennent se joindre à la Drôme et au Nord parmi les départements de province qui concentrent les studios.

Des métiers en tension

«L'emploi dans le secteur est fortement porté par l'arrivée de productions étrangères dans le pays», constate de son côté Stéphane Le Bars, délégué général d'AnimFrance, le syndicat représentant les producteurs, qui note l'importance du crédit d'impôt international. Si le volume de productions s'est stabilisé en 2020 par rapport à 2019, à 295 heures, celui-ci devrait augmenter à partir de 2022. «On va voir une vraie évolution avec les productions des plateformes qui vont accroître ce volume en entrant dans le mécanisme des obligations de financement de la création», complète Stéphane Le Bars.

L'animation fait aujourd'hui face à plusieurs défis, à commencer par une pénurie de talents sur certains postes. Les métiers de lay out, de modélisation, de storyboard, de VFX et d'infographiste développeur sont particulièrement recherchés, et voient tous leurs effectifs grossir d'une année sur l'autre.

Pour trouver des candidats sur certains métiers en tension, certains studios se sont mobilisés pour former eux-même des profils. C'est le cas de TeamTo, basé à Paris et Bourg-lès-Valence, qui a monté une école gratuite pour former au métier d'animateur de personnages en 3D. «L'école a été montée en 2017 suite à une réunion avec le CNC un an avant qui pointait le fait que, à l'échéance 2022, il y aurait un déficit d'environ 2500 profils dans l'écosystème, tous profils confondus», se souvient Guillaume Hellouin, PDG de TeamTo. L'ECAS (Ecole Cartoucherie Animation Solidaire), basée à Bourg-lès-Valence, offre donc une formation de huit mois, hyper spécialisée. «Les écoles en cinq ans sont généralistes. Nous on forme des spécialistes qui vont faire une seule tâche : l'animation en 3D des personnages», explique Guillaume Hellouin. «On s'est rendu compte qu'il y a toute une partie de la population qui n'a pas les parents susceptibles de garantir leurs prêts étudiants.»

La question du coût des études

L'ECAS forme des stagiaires avec des parcours de vie variés, âgés de 18 à une quarantaine d'années. Dans la promotion 2021, presque 80% d'entre eux sont sans ressources ou bénéficiaires du RSA ou de l'Allocation de sécurité spécifique. La formation est majoritairement financée par la région Auvergne-Rhône-Alpes, Pôle Emploi, TeamTo et des mécènes privés.

“100% de la première promo a validé la formation. Les stagiaires se voient proposer un contrat de six mois par TeamTo mais ce n’est pas une obligation”, ajoute Guillaume Hellouin. “Mais la formation est financée en partie par Pôle Emploi, donc ils doivent trouver une offre dans un studio.” Aujourd’hui, TeamTo se félicite d’employer 77 animateurs passés par l’ECAS. Huit sont en poste dans d’autres studios en France et à l’international.

L’autre défi auquel fait face l’animation, c’est celui du coût des études. Avec des frais de scolarité qui s’élèvent à plusieurs milliers d’euros par an, certains étudiants peuvent avoir du mal à mener à bien leur projet. L’alternance peut alors être une solution. Elle est d’ailleurs en progression. Le nombre de contrats d’alternance et de professionnalisation a doublé entre 2019 et 2020, mais il reste encore faible. 175 contrats des deux types ont été signés en 2020.

Alice Rideau, étudiante à l’EMCA à Angoulême, fait partie de ceux qui ont franchi le pas. Elle a emprunté 55.000 euros au total pour payer ses études, et ne pouvait pas financer sa dernière année de sa poche. “Je n’aurais pas pu valider mon diplôme sans l’alternance”, affirme-t-elle.

Si certains studios sont encore frileux à l’idée d’accueillir des alternants, c’est notamment à cause du rythme de formation, avec des périodes d’absence parfois compliquées à gérer pour l’employeur. Mais l’image de l’alternance change, indique Claire Piau de l’Afdas, l’organisme chargé du financement des formations. “On voit que les contrats d’alternance et de professionnalisation progressent.” Parce que l’offre de formation se développe, parce que la formation est gratuite pour l’étudiant, et aussi grâce à des leviers comme les aides exceptionnelles de l’Etat.

Article rédigé par:
Damien Choppin